



Déclaration d'actes criminels aux autorités policières et conséquences

Renseignements à l'intention des personnes âgées

Ce fascicule fait partie d'une série de feuillets d'information destinés aux personnes âgées. Les autres fascicules sont :

- *Mauvais traitements et abandon des personnes âgées – Est-ce un comportement criminel ?*
- *Mauvais traitements et abandon des personnes âgées et le système de justice pénale*
- *Déclaration de mauvais traitements et d'abandon selon la troisième partie de l'Adult Guardianship Act*
- *Où s'adresser pour obtenir de l'aide juridique*
- *Autoriser un tiers à vous aider dans la gestion de vos affaires*

Comment faire une déclaration auprès des autorités policières ?

Il peut s'avérer particulièrement difficile et perturbant de rapporter des cas de mauvais traitements aux autorités policières et, tout particulièrement, si la personne qui vous inflige ces mauvais traitements est une personne pour qui vous avez de l'affection. La plupart des personnes âgées se posent de nombreuses questions sur ce que cela implique et sur ce à quoi elles doivent s'attendre.

Lorsque vous déclarez un acte criminel, le policier à qui vous aurez affaire vous posera de nombreuses questions. Il vous sera sans doute difficile de répondre à certaines d'entre elles mais vous devez tenter de donner le plus de renseignements possible. Ce que vous direz au policier fera l'objet d'un document écrit appelé **déclaration**.

N'omettez pas de dire au policier si vous avez été l'objet de menaces ou si vous vous sentez en danger. Vous pourriez devoir prendre des dispositions pour assurer votre sécurité. Le policier peut vous aider en cela ou vous aiguiller vers des personnes qui pourront vous aider. Ainsi, les policiers demandent souvent aux responsables du service d'aide aux victimes d'aider les personnes âgées victimes d'actes criminels.

Après avoir fait votre déclaration, vous devrez la signer. Demandez-en une copie. Assurez-vous d'obtenir le nom et le numéro du policier et, si possible, le numéro de la déclaration pour toute référence future. Si, plus tard, vous vous souvenez d'un fait que vous auriez dû rapporter, vous pourrez vous adresser au policier et lui fournir ces nouveaux renseignements.

Que se passe-t-il après avoir fait ma déclaration ?

Votre plainte fera l'objet d'une enquête de la part du policier. Si celui-ci croit être effectivement en présence d'un acte criminel, il rédigera un rapport à l'intention du procureur de la Couronne. Le procureur de la Couronne examinera le rapport et décidera de l'inculpation éventuelle de l'auteur d'actes criminels.

Si le policier et le procureur de la Couronne estiment que l'auteur d'actes criminels ne doit pas être inculpé, ils vous le feront savoir. Si, dans la semaine qui suit votre déclaration, vous n'avez eu aucune nouvelle, prenez contact avec le policier qui a entendu votre plainte. Les responsables des services d'aide aux victimes peuvent également vous aider à savoir où en est l'enquête.

Vous pouvez téléphoner à **VictimLINK au 1 800 563-0808** pour obtenir le numéro de téléphone du service d'aide aux victimes le plus proche de chez vous et les numéros de téléphone d'autres organismes susceptibles de vous aider.

Certaines victimes d'actes criminels ne peuvent les déclarer à la police pour cause de maladie, de blessures ou d'infirmité. La police peut cependant rechercher d'autres éléments de preuve permettant d'inculper le coupable sans déposition de la victime. Ces éléments de preuve peuvent comprendre des armes ou des biens acquis illégalement ou des dépositions de témoins.

Qu'arrive-t-il à une personne accusée d'un acte criminel ?

Une autre question que se posent un grand nombre de personnes âgées victimes d'actes criminels est : *Que va-t-il arriver à l'accusé ?* Cette question revêt une importance particulière si l'accusé est un parent de la victime ou une personne qui lui prodigue des soins.

Il peut arriver que les policiers arrêtent une personne soupçonnée d'un acte criminel. Ils peuvent le faire pour l'empêcher de poursuivre ses activités criminelles ou pour mettre la victime ou d'autres personnes hors de danger. Les policiers peuvent incarcérer l'accusé s'ils estiment qu'il pose un risque pour autrui ou qu'il pourrait ne pas comparaître devant le tribunal.

Enquête sur le cautionnement

Toute personne accusée d'un acte criminel a le droit à ce que l'on envisage une caution. En fait, personne ne peut être incarcéré automatiquement jusqu'à son procès. En règle générale, une enquête sur le cautionnement est une demande à être libéré de prison jusqu'au jour du procès.

L'accusé doit profiter d'une enquête sur le cautionnement dans les 24 heures de son arrestation. Un juge ou un juge de paix prononcera la liberté sous caution ou une ordonnance de mise en liberté et pourra demander un cautionnement sous une ou plusieurs formes.

La forme la plus simple de mise en liberté sous caution est la **promesse de comparaître** (appelée également **engagement à comparaître**). C'est la forme qui sera la plus vraisemblablement retenue si l'accusé a un casier judiciaire vierge ou si son casier ne comporte que des infractions mineures.

Un engagement à comparaître peut être assorti de certaines conditions. Ainsi, l'accusé pourra devoir se présenter à un surveillant des personnes en liberté sous caution, accepter de résider à une adresse donnée ou de n'avoir aucun contact avec la victime ou d'autres personnes.

Reconnaissance de cautionnement

Un autre type de cautionnement est la reconnaissance. Il s'agit d'un engagement à verser un montant déterminé si l'accusé ne se présente pas à son procès. La reconnaissance peut être assortie de diverses conditions. Les options sont les suivantes :

- reconnaissance impliquant un montant d'argent que l'accusé devra verser s'il ne se présente pas à son procès ;

- reconnaissance impliquant un montant d'argent à verser par l'accusé s'il ne se présente pas à son procès plus un acompte ;
- reconnaissance avec garantie si une tierce personne accepte de verser le montant d'argent déterminé si l'accusé ne se présente pas à son procès.

Si l'accusé n'est pas mis en liberté selon une des dispositions décrites ci-dessus et reste donc incarcéré, le procureur de la Couronne procédera à une **audience de justification** pour exposer les motifs privant l'accusé de liberté jusqu'à l'enquête préliminaire ou le procès.

Qu'est-ce qu'un engagement à ne pas troubler l'ordre public ?

Parfois, en vertu des dispositions de l'article 810 du *Code criminel*, un **engagement à ne pas troubler l'ordre public** peut être ordonné pour prévenir toute violence ou dommages dans un domicile ou dans un quartier. Cet engagement impose au défendeur de ne pas troubler l'ordre public et de se montrer « de bonne conduite » durant une période maximale de 12 mois. Les conditions normales accompagnant un tel engagement sont que l'accusé d'un acte criminel n'ait aucun contact avec une personne victime de son crime. Les coups de téléphone, les lettres, les visites sont interdits malgré des invitations éventuelles de la victime à ce faire. Le non-respect par l'accusé des conditions d'un engagement à ne pas troubler l'ordre public pourra constituer un acte criminel supplémentaire.

Comment demander un engagement à ne pas troubler l'ordre public ?

Si une personne vous a menacé sérieusement de coups et blessures ou de dommages à vos biens, vous pouvez demander un engagement à ne pas troubler l'ordre public en faisant un rapport en ce sens à la police. Donnez aux policiers le plus de détails possible sur les menaces ou les violences. Si les menaces à votre endroit n'ont pas cessé, notez dans un registre la date et l'heure de chacune de celles-ci et les mots exacts qui ont été utilisés.

La police procédera à une enquête et établira un rapport destiné au procureur de la Couronne, lequel décidera si, dans ces circonstances, l'émission d'un engagement à ne pas troubler l'ordre public est souhaitable ou non. Dans l'affirmative, il sera demandé à la personne qui vous a menacé(e) de signer un engagement à ne pas troubler l'ordre public et de se conformer aux conditions qui y sont reprises. En cas de refus de sa part, une date d'audience sera déterminée.

Si vous ne parvenez pas à obtenir un tel engagement en vous adressant à la police ou au procureur de la Couronne, il vous est toujours loisible de vous adresser à la division criminelle de la cour provinciale et de demander à un juge de paix d'émettre cet engagement.

Pour plus de renseignements sur les demandes d'engagement à ne pas troubler l'ordre public, consultez la brochure *For Your Protection : Peace Bonds and Restraining Orders*. Vous pouvez l'obtenir en appelant les *Victim Services and Community Programs Division* au (604) 660-5199 ou sur le site www.pssq.gov.bc.ca.

Certaines infractions criminelles sont-elles plus sérieuses que d'autres ?

Pour mieux comprendre les infractions visées par le *Code criminel du Canada*, il est important de savoir qu'il en existe trois catégories, à savoir : **les délits, les actes**

criminels et les infractions qui peuvent constituer soit des délits soit des actes criminels.

Les actes criminels sont plus graves que les délits. Ainsi un homicide est un acte criminel alors que le vagabondage ou la perturbation de la paix publique sont des délits. Parmi les infractions qui peuvent être traitées soit comme délits soit comme actes criminels, citons les voies de fait et les agressions sexuelles. Il revient au procureur de la Couronne de décider si une personne doit être accusée de délit ou d'acte criminel.

Pour en savoir plus sur la loi et vos droits, appelez le B.C. CEAS au (604) 437-1940 si vous habitez dans la région de Vancouver ou, sans frais, au 1 866 437-1940 si vous habitez ailleurs dans la province.

Ce feuillet de renseignements a pu être produit grâce à la contribution financière de la section de Surrey de la Régie régionale de la santé de la vallée du Bas-Fraser.